

« La France n'a pas de racines chrétiennes »

Un ouvrage instructif de Jean-Marc Schiappa, historien



Des lecteurs se demanderont peut-être en quoi ce sujet nous concerne, quel peut être son intérêt dans *Informations ouvrières* ? Précisons... Nous sommes des laïques ; rien de ce qui relève des religions ne nous intéresse a priori. Mais il ne s'agit pas que de cela avec ce sujet devenu récurrent dans la vie politique française.

Nous le voyons par exemple évoqué très souvent lors de la campagne électorale ; plusieurs candidats se sont référés explicitement et parfois

bruyamment à ces fameuses « racines ».

Rappelons que, seul, Jean-Luc Mélenchon, lors du débat télévisé des onze candidats du premier tour, a sèchement envoyé promener Marine Le Pen quand elle a essayé d'introduire dans la discussion « ses histoires de religions ». Seul aussi, il s'est prononcé clairement contre le statut concordataire d'Alsace-Moselle et

demandé son abrogation. Cette question a été au centre de plusieurs polémiques sur la question frelatée de « l'identité de la France ». C'est pourquoi nous conseillons à nos lecteurs de prendre connaissance du travail précis et rigoureux de Jean-Marc Schiappa, et contrairement à l'habitude... de commencer par la fin, par les derniers chapitres où l'auteur relève et caractérise les positions sur le sujet de grand nombre de nos « hommes politiques ».

Les positions de tout ce beau monde renvoient à des problèmes politiques importants. Serge Lamblin revient notamment dans la présentation de ce livre sur la façon dont cette fausse affirmation recoupe celle du corporatisme, le pire ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier organisé, comment elle est indissociable de la « doctrine sociale de l'Église », l'Église de Rome, dont la CFTC-DT est aujourd'hui le fer de lance, véritable cheval de Troie dans ce qu'elle appelle « le monde ouvrier ».

Nous ajouterons que Jean-Marc Schiappa consacre plusieurs chapitres particuliers à des sujets très proches, la nature de la « laïcité » aux États-Unis, l'idéologie répandue par l'Union européenne, notamment...

Par Serge Lamblin

Mais que sont-elles et d'où proviennent-elles, ces fameuses « racines chrétiennes de la France », si seulement elles ont jamais existé ? Chercher une réponse aux affirmations de nos politiciens dénués de tout sens historique revient à se fendre la tête pour bien peu, en ces temps d'indigence culturelle et intellectuelle...

Ce qu'il faut voir est sous le vernis, comme souvent : la négation de l'acte fondateur de la nation française, la Révolution commencée en 1789. C'est nier d'abord la Déclaration des droits de l'homme dont l'universalisme s'appliquait aux citoyens de toutes confessions parce qu'elle stipule dans son article 10 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses. » Refuser l'acte symbolique fondateur de la République que fut la décapitation du roi Louis XVI en 1793 (quel acte !...). N'oublions pas que la monarchie était considérée par le Vatican comme la « fille aînée » de l'Église. Que la monarchie ait été catholique est un fait que nul ne peut remettre en cause ; encore y aurait-il beaucoup à en dire... Cependant, affirmer que les populations qui se sont agglutinées au fil des millénaires sur le territoire de la France d'aujourd'hui aient des racines chrétiennes en est une autre...

Peut-on penser que ceux qui le prétendent seraient des monarchistes qui s'ignorent (ou pas, d'ailleurs) ? Mais l'histoire ne s'arrête pas en si bon chemin. Ainsi l'élan libérateur de la Révolution apporta le terreau nécessaire qui, passant par la révolution de 1848 puis la Commune de 1871, permit l'adoption de la loi du 9 décembre 1905 dite de séparation des Églises et de l'État. Une loi directement issue du corpus révolutionnaire de 1789 et qui devrait ajouter le mot « laïcité » à ce qui constitue la devise de la République : liberté, égalité, fraternité. De fait, la France est un pays ni athée, ni chrétien, ni concordataire (sauf en Alsace-Moselle pour des raisons historiques particulières), mais laïque.

Cette laïcité est un socle de grande importance car l'État ne reconnaît aucun culte ni aucune communauté religieuse, mais seulement des citoyens dont les droits s'appliquent, en principe, à égalité (qu'ils soient musulmans, juifs, chrétiens, bouddhistes, agnostiques, athées et *tutti quanti*). Elle permet la liberté de conscience, fondement nécessaire à la liberté de culte et à toute forme de liberté d'expression... Alors l'acharnement actuel contre les musulmans pourrait-il avoir un sens politique pour notre bourgeoisie ? Il est bien connu qu'il faut diviser pour mieux régner... Mais pas seulement... Pourquoi vouloir remettre au sein du débat politique le religieux ? Pourquoi chercher à restaurer l'alliance



La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée par l'Assemblée nationale constituante le 26 août 1789.

Ainsi l'élan libérateur de la Révolution apporta le terreau nécessaire qui, passant par la révolution de 1848 et la Commune de 1871, permit l'adoption de la loi du 9 décembre 1905 dite de séparation des Églises et de l'État.

du trône et de l'autel ? La campagne éhontée contre les musulmans en France fait œuvre d'éclatement de la nation que l'histoire a construite comme « une et indivisible ». Là où la norme républicaine a été l'égalité des citoyens sur le territoire, il est question pour nos chers Hollande, Fillon, Sarkozy, Le Pen et consorts d'avoir toujours eu besoin de séparer la population en autant de « communautés » nécessaires pour briser toute résistance organisée et collective pour la défense des acquis de la démocratie politique et des conquêtes sociales, en fait de détruire l'égalité des droits. Les capitalistes ont toujours pointé du doigt un ennemi pour faire diversion. Faut-il rappeler la violence des anathèmes portés contre les juifs par les antidreyfu-

sards et par les ligues fascistes des années trente ?

D'où vient cette vision de la société en communautés, en corps ? Le « communautarisme » est un rejeton du corporatisme... Effectivement, pourquoi cette invocation des « racines chrétiennes » si ce n'est pour rappeler l'encyclique papale *Rerum novarum* du 15 mai 1891 du pape Léon XIII, définissant la doctrine sociale de l'Église ? Celle-ci a servi de fondement aux Rocard, Mauroy, Auroux, Delors et a inspiré l'activité de la CFDT, anciennement CFTC (l'habit ne fait pas le moine), et son prétendu intérêt commun contre la lutte des classes que nous retrouvons dans les traités fondateurs de l'Union européenne... et du projet de De Gaulle, la Ve République, cadre institutionnel visant à détruire le syndicalisme ouvrier issu de la charte d'Amiens, toutes choses très claires à la lecture du travail de Jean-Marc Schiappa. Cette même doctrine qui voudrait remettre l'entreprise au cœur de la société – selon laquelle tout le monde nous a bassinés pendant la campagne électorale – et comme nous l'a bien montré la loi El Khomri dite « loi travail », imposant dorénavant l'inversion de la « hiérarchie des normes ». Nous voyons donc l'inspiration de certains quant à leurs fameuses « racines ».

Ainsi, au cours de la campagne raciste qui met à l'index les musulmans en France ainsi que les hommes et les femmes issus de l'immigration (quelles que soient leurs croyances), certains de nos politiciens de gauche, comme de droite (jusqu'à l'extrême droite), nous ont rabâché « les racines chrétiennes de la France » et les ont brandies comme étendard des croisades contre les fondements démocratiques et sociaux de notre pays. Au-delà du fait que la France n'a pas existé depuis toujours, que « nos ancêtres les gaulois » n'étaient pas chrétiens, Jean-Marc Schiappa (collaborateur régulier d'*Informations ouvrières* [1]) lève le voile sur ce nouveau credo venu du ciel (c'est le cas de le dire...) qui fait se pâmer d'aise certains des politiciens, journalistes et intellectuels bien-séants de ce pays qui aiment tant à se courber sous les robes du Saint-Siège et qui mangent si allègrement dans la main des capitalistes de toutes confessions. Ainsi, ce nouvel ouvrage, *La France n'a pas de racines chrétiennes*, aux éditions Liberaires et coédité par la Libre Pensée, propose au long de 148 pages d'argumenter en redonnant toute la profondeur historique et politique d'une discussion nécessaire à l'armement intellectuel des militants ouvriers de toutes tendances.

(1) Jean-Marc Schiappa est également président de l'Institut de recherche et d'études de la Libre Pensée (Irelp).

Les livres



Laëtitia ou la Fin des hommes

Ivan Jablonka
(prix littéraire du journal *Le Monde* en 2016),
(Éditions Seuil, 21 euros).

Ivan Jablonka est enseignant, historien et auteur. Il publie avec Laëtitia une enquête à la fois sociologique et historique, mais aussi personnelle et sensible,

à propos d'un fait divers sordide : l'enlèvement, le meurtre et la dissimulation du corps mutilé d'une toute jeune femme, dans la région nantaise en 2011. Tony Meilhon, le meurtrier, est un multirécidiviste, drogué, violent, que les moyens dramatiquement limités de la justice ne permettaient pas de « suivre » et de contrôler.

Ce fait divers a entraîné une réaction opportuniste et démagogique du chef de l'État d'alors, Nicolas Sarkozy, accusant la justice de laxisme. Cela a conduit pour la première fois huit mille magistrats dans la rue, révoltés par ses reproches et sa mauvaise foi.

Ivan Jablonka s'est intéressé avec humanité et précision au parcours difficile de Laëtitia. L'auteur rencontre les intervenants, les proches, assiste au procès de Tony Meilhon ; il analyse les faits avec sensibilité et rend compte, à travers ses récits et ses réflexions, de l'état de notre société. Il sait montrer le rôle, les difficultés et les déceptions des travailleurs sociaux, des enquêteurs et des magistrats, acteurs des services publics malmenés et bridés par le manque de moyens. Dans le chapitre « *Fait divers, fait démocratique* », il réfléchit, avec ses doutes et ses interrogations, à la manière d'aborder un fait divers de cette nature, aussi dramatique. Le chapitre se clôt sur ces mots : « *Je me suis dit que raconter la vie d'une fille du peuple, massacrée à l'âge de 18 ans, était un projet d'intérêt général, comme une mission de service public.* »

En même temps, Ivan Jablonka dessine avec empathie et émotion le portrait de Laëtitia, une gamine « (...) que les fées n'avaient pas entourée au berceau ». Il le fait dans une belle langue, à la fois précise et sensible : « *Dans tous les moments, j'ai été avec Laëtitia, elle ne m'a pas quitté, j'ai cherché des mots pour dire son silence, j'ai mis de la continuité à la place de la déchirure, j'ai essayé de suivre les sentiers de liberté qu'elle s'est frayés dans l'épaisseur du malheur.* »

J. S. ■



Congo Inc. Le Testament de Bismarck (1)

In Koli Bofane,
(Éditions Babel, 8,70 euros).

La dédicace de ce roman peut étonner. Après s'être adressé « aux filles, aux fillettes, aux femmes du Congo », l'auteur dédie aussi son livre « à l'Onu, au FMI, à l'OMC », mais le lecteur va rapidement comprendre l'ironie féroce de cette dernière liste.

Le jeune Isookanga est un Ekonda, un groupe de Pygmées de la République démocratique du Congo, destiné à en devenir le chef coutumier à la mort de son oncle. Mais il est attiré par la modernité, la « mondialisation » comme il la nomme. Ayant subtilisé un ordinateur, il se passionne pour un jeu dans lequel des multinationales, banques et autres puissances s'affrontent virtuellement pour l'argent et le pouvoir avec le plus grand cynisme et une violence inouïe. C'est la métaphore effrayante du monde dans lequel le jeune garçon va plonger, fuyant son oncle et son village pour rejoindre la capitale, Kinshasa.

L'auteur nous montre une ville monstrueuse où vivent environ vingt mille enfants des rues livrés à la débrouille et à la prostitution. Le Congo recèle des richesses considérables : diamants, terres rares, or, etc. qui suscitent convoitises et conflits armés accompagnés de massacres, viols et déplacements de populations comme au Kivu, proche du Rwanda. Des trafics d'armes, de matières premières précieuses y ont lieu alors que l'Onu est présente avec ses casques bleus : certains de ses fonctionnaires y sont mêlés, en lien avec les pires mercenaires, barbares et avides, tel Kino Bizimungu.

La jeune orpheline Sasha, qui a vu l'enfer sur terre au Kivu, est devenue le leader naturel des enfants des rues du Grand Marché ; elle protège Isookanga, à la fois naïf et roué. Sasha se vend fréquemment à l'un des représentants onusiens pour qui elle n'a que haine et dégoût. Isookanga, lui, fait de modestes affaires avec un jeune Chinois paumé, victime de trafics douteux, et qui rêve de rentrer dans son pays. Les liens parfois souterrains et inattendus entre tous ces personnages vont conduire à un dénouement imprévisible.

L'auteur s'exprime avec une ironie et une lucidité sans faille quand il évoque les turpitudes et la barbarie alimentées au Congo par l'impérialisme. Cependant, il nous amuse aussi par sa verve, ses observations cocasses ou caustiques et les rebondissements multiples qui rendent son récit vivant et humain. Un roman remarquable.

J. S. ■

(1) La référence à Bismarck dans le titre de l'ouvrage provient du fait que c'est ce dernier qui convoqua à Berlin en 1885 une conférence réunissant les principales nations impérialistes pour achever le dépeçage du continent africain.